

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Le chèque sera-t-il réhabilité ?

Promulguée en 2005 puis abrogée un an plus tard, la loi stipulant que toute transaction commerciale, dépassant les 50 000 dinars, devait être effectuée par chèque, pourrait-elle aujourd'hui refaire surface ? Les avis demeurent partagés sur une question qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent sale et le financement du terrorisme.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'Algérie a adopté, en novembre 2005, une loi relative à la «prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme». Le décret exécutif n°05-442 du 14 novembre 2005 avait en fait fixé «le seuil applicable aux paiements devant être effectués à travers les circuits bancaires et financiers». Le montant était de 50 000 dinars. Le texte de loi devait être mis en application à partir du premier septembre 2006 mais il a été abrogé par l'ex-chef du gouvernement deux jours avant.

Aucune explication n'avait été donnée à l'époque et la nouvelle n'avait fait que des heureux au sein des barons du commerce informel et certains commerçants. Ils ont estimé que les conditions d'application d'une telle mesure n'étaient pas réunies.

Autrement dit, le passage du mode de paiement en espèces à différents modes de paiement scriptural (chèque, virement, carte de paiement, prélèvement, lettre de change, etc.) ne pouvait pas se faire immédiatement. Il fallait moderniser les systèmes bancaires et inciter les opérateurs économiques à changer leur comportement. Peut-on dire que ces conditions sont aujourd'hui réunies ?

Oui, semblent réclamer des banquiers interrogés à ce sujet.

«Le système de traitement automatique a été amélioré ces dernières années grâce à l'introduction des nouvelles technologies. Les opérations interbancaires sont traitées dans des délais extrêmement courts. Le chèque est produit sur un papier spécial et ne peut pas être falsifié. Les éléments de fonctionnalité (les virements, le traitement du chèque, etc.) ont été eux aussi, améliorés.

Plus de 50% des chèques sont transmis instantanément, entre plus de 1 000 points, reliés par un réseau national sécurisé. Les données sont cryptées et transmises à travers les réseaux traditionnels et satellitaires. L'image du chèque est aussi transportée facilement grâce aux innovations technologiques», a déclaré M. Benkhelfa, président de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF).

Malgré l'abrogation du décret exécutif n° 05-442, de nombreux opérateurs économiques ont recours à l'utilisation du chèque pour effectuer leurs transactions commerciales, si l'on se fie aux déclarations du président de l'Abef. «La mise en place de meilleures conditions pour le traitement des données au niveau des banques encourage un nombre important d'opérateurs à utiliser, volontairement, le chèque au lieu de l'espèce dans le règlement de leurs factures. Je pense



Une option librement choisie par les opérateurs économiques.

que le paiement cash va diminuer avec le temps. Nous pensons qu'une véritable migration va se faire du mode de paiement cash vers celui du paiement par chèque dans les années à venir.

Cette option sera librement choisie par les opérateurs économiques», justifie notre interlocuteur, optimiste. Le président de l'Abef a insisté que «les banques sont prêtes à mettre les conditions nécessaires pour la prise en charge des chèques des opérateurs car on ne bancarise pas une économie avec du cash».

Le retour de la loi contre «le blanchiment d'argent sale et le financement du terrorisme» dépend de la volonté des pouvoirs publics, semble nous faire comprendre Benkhelfa qui ajoute que «les autres instruments légaux et normatifs relèvent de la charge de l'Etat».

Le président de l'Abef s'est toutefois refusé de commenter la décision du gouvernement d'abroger cette loi. «C'est une chose qui a été édictée et abrogée par les pouvoirs publics qui n'apprécient pas les capacités de

traitement des données des différentes banques et le comportement des opérateurs économiques», s'est-il contenté de dire. Le professeur en économie, Abdelhak Lamiri déclare le contraire de ce qu'avance Benkhelfa et affirme que l'Algérie n'est toujours pas prête à passer du paiement en espèces vers le paiement par chèque. Selon lui, les banques n'ont pas encore achevé le processus de modernisation de leurs systèmes de traitement des données.

La généralisation de l'utilisation de la carte bancaire n'a pas encore eu lieu. Les lacunes rencontrées par les usagers des banques ne seraient pas encore levées, a indiqué le professeur Lamiri qui a conclu que «nous ne sommes pas prêts» pour appliquer cette loi. Chez les commerçants, les avis sont partagés. Il y a ceux qui préfèrent fuir le fisc qui perd des centaines de millions de dinars par an.

D'autres applaudissent l'adoption de lois permettant la lutte contre le marché informel qui bénéficie à une poignée d'individus au détriment des intérêts de l'Etat et des commerçants qui ont choisi de travailler légalement. Ils déclarent que les prix des produits risquent de connaître une flambée que le consommateur ne pourrait pas supporter.

C'est ce que semblent vouloir éviter, entre autres, les pouvoirs publics au moment où l'économie mondiale est en crise et que les prix de tous les produits alimentaires de première nécessité ne cessent de flamber.

L. M.

FLN

L'étrange réunion de Ziari

Abdelaziz Ziari a rassemblé samedi soir l'ensemble des députés et des mouhafedhs de la capitale. La réunion, tenue au siège de l'Assemblée populaire nationale, a été diversement appréciée au sein du FLN.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - C'est une bien étrange réunion qui s'est tenue avant-hier soir au siège de l'APN. Présidée par Abdelaziz Ziari, elle a rassemblé les députés FLN et les mouhafedhs d'Alger. «Cette rencontre a fait grincer des dents certains hauts responsables du parti.

Contrairement à ses prédécesseurs, l'actuel président de l'Assemblée populaire nationale n'a pas de poste au sein de la direction du parti. Donc, il ne dispose d'aucun pouvoir organique. A la limite, il peut organiser des rencontres avec les parlementaires, mais il ne peut aucunement le faire avec les mouhafedhs et encore moins au sein d'une institution de l'Etat», a indiqué,

hier, une source interne du FLN qui a requis l'anonymat. Selon elle, c'est l'ordre du jour qui a soulevé l'ire de la direction du parti. «Cette rencontre était consacrée essentiellement à la révision de la Constitution et à l'élection présidentielle de 2009. Les participants se sont mis d'accord pour lancer, à partir d'Alger, une vaste campagne de soutien en faveur du président Bouteflika.

Mais ce genre d'initiative est du ressort exclusif de la direction du FLN, elle ne saurait être organisée par des structures locales.»

Pourtant, du côté des militants d'Alger on se défend de vouloir faire cavalier seul. Rencontré hier matin, un des mouha-



Abdelaziz Ziari.

fedhs de la capitale est samedi soir. «Il faut avant tout savoir que cette ren-

contre devait se dérouler au siège de la coordination des mouhafadate d'Alger. Pour des raisons d'ordre pratique, il a été décidé de l'organiser à l'Assemblée populaire nationale. Aussi est-il nécessaire de préciser qu'il n'y avait aucun ordre du jour pour la simple raison que c'était une rencontre amicale entre les élus et les cadres du parti. Nous avons juste pris un café et discuté de choses et d'autres avec Abdelaziz Ziari. Par contre, j'ai été surpris d'apprendre que certains clans du parti ont évoqué un complot fomenté par le président de l'APN pour mettre la main sur le FLN. C'est totalement faux», note-t-il. Saïd Bouhadja, le chargé de la communication de cette formation, estime lui aussi que Ziari est loin d'être un «comploteur». «Je ne pense pas que ce soit le genre d'homme à s'engager dans de telles aventures. C'est une personne

respectable, pas un comploteur», souligne-t-il. Bouhadja a néanmoins confirmé que la question de la révision de la Constitution et de la présidentielle a été évoquée à cette occasion. «Nous sommes à la veille d'importantes échéances et il est tout à fait normal que les élus et les cadres du parti se concertent pour aller à la rencontre des citoyens.» Pour Madani Bradaï, le chargé de l'organique du FLN, cette rencontre s'est tenue «en dehors du cadre organique». «Personnellement, j'ai reçu une invitation pour y participer mais je n'ai pu m'y rendre.

Je ne sais pas exactement se qui s'est passé mais il est certain que cela s'est déroulé en dehors du cadre organique du parti.»

La réunion «hybride» de l'APN n'a toujours pas livré tous ses secrets.

T. H.